

Les crédits

Le président suppléant (M. Paproski): Je donne la parole d'abord au député de Renfrew, puis au député d'Egmont.

M. Hopkins: Je voudrais à mon tour saluer le retour à la Chambre du député qui vient de parler, car nous avons été élus pour la première fois le même jour. La promotion de 1965 a été lourdement décimée au fil des ans.

Le député m'a ému en disant, entre autres choses, que nous ne pouvons emprunter pour l'avenir et que nous devons mettre un frein à l'endettement. A mon avis, personne ici ne peut nier qu'il faut mater le problème de la dette. Mais ne nous méprenons pas. Lorsque le gouvernement que le député appuie pour le moment, a accédé au pouvoir, la dette nationale du Canada s'élevait à 170 milliards de dollars. D'ici l'automne, la dette atteindra le seuil des 340 milliards de dollars, c'est-à-dire qu'elle aura exactement doublé en cinq ans. Ne pense-t-il pas qu'il aurait mieux valu que son gouvernement pratique ce qu'il prêche? Ces gens ne cessent de se vanter qu'ils sont de bons gestionnaires financiers et de la façon excellente dont ils ont dirigé les finances de l'État au cours des années. Ils ne se rendent pas compte qu'en cinq ans ils ont doublé la dette nationale, lui ajoutant un montant égal à la dette accumulée pendant les 117 premières années de la Confédération.

Le député ne pense-t-il pas qu'il aurait mieux valu que le gouvernement fasse vraiment ce qu'il disait il y a quatre ans et demi, à son arrivée au pouvoir, au lieu d'asséner maintenant des impôts à tour de bras parce qu'il s'aperçoit soudainement qu'il est dans le pétrin? Si le gouvernement est dans l'embarras, c'est qu'il n'a pas su planifier depuis son arrivée au pouvoir.

• (1700)

M. MacDonald (Rosedale): Une fois de plus, je salue un membre de la promotion de 65 dès mon retour. Je dois dire au député de Renfrew (M. Hopkins) que son argument n'est pas tellement solide, s'il essaie de faire croire que nous n'avons pas changé l'orientation d'un gouvernement qu'il a appuyé pendant plus de 15 ans, et dans ce cas-ci en cherchant à poursuivre ses objectifs dans ce premier budget de la nouvelle législature. Si je saisis bien les propos du député, il dit que nous aurions peut-être dû être plus fermes. J'espère que lorsque viendra le moment de voter sur le budget, ce député votera comme nous puisque tel est son vœu, au fond. Cet appui est le

bienvenu. Je suis issu d'une profession qui accueille toujours ceux qui sont repentants, et si c'est le cas maintenant, je n'y vois aucune difficulté.

M. McGuire: J'ai été élu dans la circonscription que le député a représentée pendant 15 ans. J'aimerais maintenant demander au député pourquoi il se soucie tellement de l'environnement, et du tiers monde, tandis qu'il a montré lors d'une entrevue télévisée, la semaine dernière, à Summerside, qu'il n'éprouvait aucune sympathie pour les électeurs qu'il représentait autrefois.

M. MacDonald (Rosedale): Premièrement, j'aimerais féliciter le nouveau député d'Egmont (M. McGuire). Il représente une remarquable circonscription, et je suis sûr qu'il aura beaucoup de plaisir, à la représenter. Je regrette qu'il ait gravement déformé mes propos. Je serais heureux d'examiner avec le député la transcription de cette émission de télévision et de plusieurs autres entrevues que j'ai accordées lors de mon passage dans cette province.

Je ne me suis pas rendu là avec l'intention expresse de discuter de cette question, comme le député le sait fort bien. A mon avis, je devais aux gens de cette partie de l'île-du-Prince-Édouard, de fait, à tous les habitants de l'île, de les informer des motifs de cette décision et de leur donner quelques conseils que je jugeais utiles. Au cas où le député ne les aurait pas entendus, je vais les répéter brièvement.

Du moment où j'ai été élu pour la première fois en 1965, j'ai déclaré que la base de Summerside était une sorte de bombe à retardement. Si le député n'est pas déjà au courant, il ne tardera pas à découvrir que la Défense nationale cherche à fermer cette base depuis des années. Les gouvernements fédéral et provincial ont tous deux fait de grands efforts pour qu'elle reste ouverte. Je tiens à rappeler au député qu'il est très important, en cette période difficile, de ne pas faire de politique avec une question sur laquelle tous les gens de la province sont d'accord et d'étudier avec impartialité les options qui pourraient assurer l'existence de la base. Si le député est assez irresponsable, si j'ose dire, pour en faire une question de politique, il ne rendra pas service à sa circonscription ni aux gens de l'île-du-Prince-Édouard.

Le président suppléant (M. Paproski): La période des questions et des commentaires est maintenant terminée. Débat. Le député d'Okanagan—Shuswap.